

Co-construire des pratiques de recherche-action : Retours d'expérience du secteur de l'économie sociale et solidaire en Tunisie

Rapports techniques

Auteur Yasmine Boughzala

Maître de conférences en Stratégie et Management,
Institut Supérieur de Gestion de Tunis

Participation Shanti, Solidarité Laïque Tunisie, APES et Lab'ess



**Co-construire des pratiques
de recherche-action :
Retours d'expérience
du secteur de l'économie sociale
et solidaire en Tunisie**

Éditorial	3		
1. Contexte et enjeux	4		
2. Cadre conceptuel sur la recherche-action et Benchmarks	6		
2.1. Cadre conceptuel sur la recherche-action	6		
<i>Les origines de la recherche-action</i>	6		
<i>Les principes et les objectifs de la recherche-action</i>	6		
<i>Les procédés méthodologiques</i>	7		
<i>La recherche-action comme levier de développement d'une structure de l'ESS et d'un secteur</i>	7		
<i>Les postures à adopter</i>	8		
<i>Les limites de la recherche-action</i>	9		
2.2. Benchmarks basés sur des initiatives autour de la recherche-action	9		
<i>La recherche-action entre chercheurs et structures de l'ESS à l'international</i>	9		
<i>La Recherche-action comme mission sociale</i>	11		
3. La méthodologie adoptée pour l'élaboration du rapport technique	12		
4. Recommandations pour la mise en œuvre d'une démarche de recherche-action (RA) entre chercheurs et structures de l'ESS en Tunisie	13		
4.1. Ancrer la recherche-action dans le temps	13		
<i>Recommandation 1 : Clarifier l'intention stratégique pour la durabilité et l'efficacité de la RA</i>	13		
4.2. Mettre en œuvre la recherche-action	15		
<i>Recommandation 2 : Formaliser les engagements pour une collaboration pérenne</i>	14		
<i>Recommandation 3 : Préciser les fondements de la RA</i>	14		
<i>Recommandation 4 : Mettre en place une organisation interne basée sur une expérience significative</i>	15		
<i>Recommandation 5 : Faire émerger des partenariats durables entre communautés scientifiques et réseaux de praticiens</i>	16		
<i>Recommandation 6 : Privilégier une collecte des données en co-construction avec les acteurs des territoires</i>	16		
<i>Recommandation 7 : Évaluer, Mesurer et valoriser l'ESS pour asseoir sa légitimité</i>	17		
4.3. Valoriser la recherche-action	18		
<i>Recommandation 8 : Structurer et diffuser la recherche-action à l'échelle nationale et internationale</i>	18		
Conclusion	19		
Glossaire	20		
5. Annexes	23		

Agence française de développement

Rapports techniques

Les nombreux rapports, études de faisabilités, analyses de cas et enquêtes de terrain produits par l'AFD contiennent des informations très utiles, en particulier pour les praticiens du développement. L'objectif de cette série est de partager des informations techniques, géographiques et sectorielles sur une dimension du développement et d'en faire un retour d'expérience.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s) ou des institutions partenaires.

AFD Technical reports

The various reports produced by AFD (feasibility, case studies and field surveys) contain very useful informations, especially for development practitioners. This series aims to provide technical, geographic and sectoral informations on development issues and to share experiences.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s) or its partner institutions.

Éditorial

Pour compléter ce *policy brief*, qui propose de précieuses recommandations pour faire de la recherche-action un véritable levier de développement de l'ESS en Tunisie, je voudrais souligner trois conditions qui me paraissent essentielles pour inscrire ce développement dans la durée.

La première est de disposer d'un cadre légal et réglementaire solide. Ce cadre doit permettre de définir clairement le périmètre des entreprises de l'ESS, de traduire dans le droit leurs spécificités — gouvernance démocratique, utilité sociale — et d'organiser un dialogue structuré entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS. La recherche-action peut, dans ce contexte, renforcer le cadre réglementaire existant en co-construisant des idéaux-types institutionnels et organisationnels. À cet égard, l'adoption en 2020 de la loi-cadre relative à l'économie sociale et solidaire en Tunisie constitue une étape utile pour la reconnaissance et la structuration du secteur.

La deuxième condition tient à la représentation et à la coordination. L'ESS ne pourra peser durablement dans le débat économique que si elle parvient à faire entendre sa voix, à valoriser ses actions et à défendre ses spécificités auprès d'un large public. Les fédérations ont ici un rôle clé : relayer la parole des acteurs, mais aussi favoriser la convergence de leurs messages.

Enfin, la troisième condition est celle des financements. Trop souvent, les structures de l'ESS peinent à accéder aux dispositifs conçus pour l'économie lucrative. Or, un développement pérenne de l'ESS suppose des outils financiers adaptés à ses modèles, capables de soutenir ses ambitions sans trahir ses valeurs.

Trois leviers, donc, pour que l'ESS puisse continuer à grandir, innover et transformer durablement l'économie en Tunisie et ailleurs.

Benoît Hamon

Président d'ESS France et directeur général de SINGA Global

1. Contexte et enjeux

Ce rapport technique pour la mise en œuvre de la recherche-action (RA) s'inscrit dans le cadre du projet Savoirs-Éco, une initiative portée par Expertise France sur un financement de l'Union européenne. Le projet accompagne les structures productrices de savoirs économiques (SPSE) et diffuse de manière rigoureuse et accessible les informations et connaissances économiques afin d'enrichir le débat public.

Issu d'une collaboration entre une chercheuse de l'Université de Tunis et des représentants de l'économie sociale et solidaire (ESS) tunisienne, ce document analyse le rôle de la recherche-action comme levier de développement de l'ESS, dans le contexte tunisien. Il propose, à cette fin, huit recommandations destinées aux structures de l'ESS (associations, mutuelles, coopératives, entreprises sociales ou entreprises communautaires) et à son écosystème en particulier les chercheurs et universitaires désireux de s'engager dans cette démarche collaborative et transformative (ainsi que les acteurs publics et privés au niveau national et/ou local).

Innover socialement implique une réponse collective. L'Université, à travers l'ensemble de ses chercheurs de spécialités diverses, peut constituer un partenaire à cette mise en perspective, notamment par le biais de son aptitude à élaborer des concepts, à maîtriser de démarches méthodologiques, ainsi que par sa capacité à structurer la connaissance en vue de leur transmission et de leur valorisation. La recherche-action, ou la recherche dite participative, pourrait constituer un levier de développement de l'ESS en Tunisie, lorsqu'elle s'organise autour de chercheurs et d'acteurs de l'écosystème pour le développement d'une « intelligence collective », où la connaissance représente une ressource commune, au service de la transformation sociale.

Dans ce cadre, ce travail collectif vise plusieurs objectifs :

- Co-produire des connaissances ancrées dans les réalités du terrain, en mobilisant à la fois les savoirs académiques et les expériences des acteurs de l'ESS ;
- Sensibiliser et outiller les structures de l'ESS dans l'amélioration de leurs pratiques et leur démarche de capitalisation ;
- Comprendre les conditions préalables et de pérennisation d'une démarche de recherche-action ;
- Renforcer les dynamiques de coopération entre chercheurs et praticiens, dans une logique de réciprocité et d'apprentissage mutuel.

Le choix des structures de l'ESS participant à l'élaboration de ce rapport technique repose sur deux critères principaux. D'une part, ces organisations bénéficient d'un appui du programme Savoirs Éco, soit à travers la production de *policy briefs* (Shanti, Solidarité Laïque Tunisie), soit par le financement de dispositifs dédiés à la recherche et à la production de savoirs (comme le département de recherche porté par l'Association Patrimoine pour l'Économie Solidaire ou le centre de ressources coordonné par le Lab'ess). D'autre part, ces structures occupent une position reconnue au sein de l'écosystème tunisien, grâce leurs différentes actions menées sur le terrain et à leurs réseaux respectifs.

Enfin, il est à noter que la triangulation (réunissant structures de l'écosystème, organisation d'accompagnement international et chercheur) viendra enrichir et consolider l'analyse produite, ainsi que les recommandations formulées dans ce document.

Ce document est divisé en quatre parties : (1) le cadre conceptuel autour de la recherche-action, (2) les benchmarks de recherche-action à l'international, (3) la méthodologie adoptée et (4) les recommandations pour une montée en généralité et la mise en valeur des bénéfices de la recherche-action.

2. Cadre conceptuel sur la recherche-action et Benchmarks

2.1. Cadre conceptuel sur la recherche-action

Les origines de la recherche-action

La recherche-action trouve ses racines dans le contexte historique des années 1940, avec des figures pionnières comme John Collier et Kurt Lewin. John Collier, en 1945, est souvent reconnu pour avoir employé le terme « recherche-action » dans un cadre visant à améliorer concrètement les conditions de vie des communautés amérindiennes aux États-Unis. Sa démarche se distingue par l'ambition de dépasser la simple observation pour s'engager dans un processus transformateur. Parallèlement, Kurt Lewin, psychologue social, formalise dans les années 1943-1946 une méthodologie spécifique fondée sur l'interaction entre action et réflexion. Il insiste sur la nécessité d'impliquer activement les groupes concernés par la recherche, par exemple des ménagères modifiant leurs comportements alimentaires pendant la guerre, montrant ainsi que la transformation sociale est plus efficace lorsque les acteurs eux-mêmes participent au processus.

Lewin (1946)¹ conceptualise la recherche-action comme un processus cyclique composé de phases de planification, d'action, d'observation et d'évaluation, avec une rétroaction continue entre les chercheurs et les participants. Ce socle historique fonde une démarche qui vise à concilier production de connaissances et changement social, ouvrant ainsi la voie à une recherche engagée, ancrée dans le réel.

Les principes et les objectifs de la recherche-action

La recherche-action se distingue des approches traditionnelles par plusieurs principes fondamentaux. D'abord, elle repose sur une collaboration égalitaire entre chercheurs et acteurs de terrain, ces derniers étant considérés comme co-chercheurs, détenteurs de savoirs expérientiels tout aussi légitimes que les connaissances académiques. Cette dimension participative remet en question les hiérarchies classiques entre science et société et promeut la co-construction des savoirs.

L'objectif principal est double : résoudre un problème concret tout en produisant des connaissances nouvelles, utiles et contextualisées. Cette double finalité garantit que la démarche ne se limite pas à une accumulation théorique mais s'inscrit dans une volonté d'amélioration tangible des conditions socio-économiques ou organisationnelles.

La recherche-action s'inscrit donc comme une démarche pragmatique qui dépasse la neutralité apparente de la recherche scientifique classique pour s'engager dans des processus d'émancipation, d'innovation sociale et de transformation des pratiques sociales (Crézé et Liu, 2006)². La recherche-action est particulièrement adaptée aux sciences

¹ Lewin, K. (1946). Action research and minority problems. *Journal of Social Issues*, 2(4), 34-46.

² Crézé, F. et Liu, M. (2006), *La recherche-action et les transformations sociales*, L'Harmattan.

sociales qui favorisent une démarche plus participative et interactionnelle. La recherche-action ou « recherche-participative » s'inscrit dans une démarche pragmatique, de production de connaissances menée en étroite collaboration entre les chercheurs et les acteurs de terrain.

Les procédés méthodologiques

Sur le plan méthodologique, la recherche-action se caractérise par un processus itératif et flexible qui alterne cycles d'action et phases de réflexion. Cette alternance permet d'adapter en continu les interventions en fonction des retours du terrain, garantissant ainsi la pertinence et l'efficacité des solutions développées.

Le processus commence généralement par **une phase de diagnostic co-construit**, où chercheurs et acteurs identifient ensemble les problématiques prioritaires. **Suit une phase d'expérimentation d'actions concrètes, accompagnée d'une observation attentive et d'une évaluation partagée des résultats.** Ces retours nourrissent une nouvelle phase de planification, et ainsi de suite. Cette dynamique cyclique et collaborative engage le chercheur dans une posture réflexive constante, l'obligeant à prendre en compte sa propre subjectivité et l'impact de sa présence sur le terrain.

Par ailleurs, la méthodologie requiert un engagement durable des acteurs, qui participent activement à toutes les étapes, **de la définition des objectifs à l'analyse des données.** La co-construction et l'échange permanent entre les savoirs académiques et les savoirs pratiques sont donc au cœur du dispositif, ce qui exige des compétences spécifiques, tant en gestion de groupe qu'en animation participative.

La recherche-action comme levier de développement d'une structure de l'ESS et d'un secteur

Pour les structures de l'ESS, la recherche-action constitue un levier intéressant de développement et d'innovation. En mobilisant l'intelligence collective avec les universitaires et les acteurs locaux, elle permet de renforcer les capacités organisationnelles et d'adapter les projets aux réalités sociales et territoriales. La démarche favorise l'émergence de solutions innovantes, en intégrant les expériences vécues des bénéficiaires, des salariés, des bénévoles et des partenaires. Par ailleurs, la recherche-action permettra une meilleure visibilité des actions menées et futures des structures de l'ESS, mais également de faire émerger des idéaux-types quant à des profils d'entrepreneurs individuels ou collectifs, ou des organisations de l'ESS dans le contexte tunisien.

L'économie sociale et solidaire a pris un tournant majeur aux lendemains du Printemps du Jasmin en 2011. Dès lors, des travaux scientifiques ont montré l'intérêt de « chiffrer » cette économie pour la valoriser et montrer, qu'à travers les organisations qui la composent, l'efficacité des alternatives sociales et territoriales. Malgré son hétérogénéité, les organisations de l'ESS gagneraient à collaborer ainsi qu'à développer des partenariats transversaux pour atteindre « une innovation sociale collective, participative et persuasive » afin de dynamiser le secteur (Boughzala, 2020)³. L'Université, dans le cadre de la RA, constitue un

³ Boughzala Y., 2020. Vers une approche collective de l'innovation sociale : le rôle joué par l'entrepreneuriat social en Tunisie, Innovations, Vol 62, Issue 2, 161-189.

acteur-partenaire essentiel pour accélérer le développement des organisations sociales, face aux urgences du développement durable et à la nécessité d'une transformation sociale.

Enfin, dans un secteur où les enjeux de participation démocratique et d'utilité sociale sont centraux, la recherche-action offre un cadre pour expérimenter des formes alternatives de gouvernance. Elle contribue à la pérennisation des projets en développant l'autonomie des acteurs et leur appropriation des processus de changement. En facilitant la circulation des savoirs et des pratiques, elle participe également au développement sectoriel en créant des dynamiques d'échange et de mutualisation entre différentes structures.

Les postures à adopter

La posture à adopter par la structure de l'ESS engagée dans la recherche-action

La réussite d'une démarche de recherche-action repose en grande partie sur la posture adoptée par la structure de l'ESS impliquée. Il s'agit d'une posture d'ouverture et de co-responsabilité, où les membres de la structure reconnaissent la valeur des savoirs de tous les participants et acceptent de remettre en question leurs propres pratiques. Cette attitude exige une certaine humilité et la capacité à partager le pouvoir décisionnel avec les chercheurs et les bénéficiaires. La structure doit également être prête à s'engager dans un processus long et parfois imprévisible, qui requiert flexibilité, patience et adaptation. La transparence dans la communication et la volonté d'instaurer un dialogue sincère sont essentielles pour construire une confiance mutuelle durable. Enfin, la structure doit envisager la recherche-action non seulement comme un outil d'évaluation ou d'analyse, mais comme un processus transformateur, susceptible d'impulser un changement profond à la fois dans son organisation interne et dans ses relations avec son environnement.

La posture du chercheur

Le chercheur engagé dans une recherche-action doit adopter une posture double, à la fois facilitateur et observateur critique. Il est nécessaire qu'il s'implique activement dans le processus de changement, en accompagnant les acteurs dans la co-construction des solutions et en favorisant la participation effective. Toutefois, ce rôle ne doit pas le conduire à perdre son recul analytique, indispensable pour garantir la rigueur scientifique et la validité des résultats. Le chercheur doit ainsi naviguer entre engagement et distanciation, entre soutien aux dynamiques locales et questionnement réflexif. Cette posture implique également une **sensibilité éthique forte**. Il doit veiller à ce que la participation ne soit pas instrumentalisée, mais qu'elle traduise un réel partage d'expertise et une responsabilité collective. En ce sens, le chercheur est à la fois un médiateur, un co-animateur et un garant de la qualité scientifique et éthique de la démarche. Le statut du chercheur peut varier. Il peut être affilié à l'Université sur la base d'une convention de partenariat entre la structure de l'ESS et la structure de rattachement du chercheur (Université ou laboratoire de recherche), ou agir de manière individuelle dans le cadre de ses recherches personnelles.

Les limites de la recherche-action

La recherche-action, bien qu'efficace et porteuse de transformations sociales, comporte des limites et nécessite certaines conditions pour être pleinement opérationnelle. Le premier défi concerne le temps et les ressources, car ce type de démarche demande un investissement souvent long, incompatible avec des calendriers institutionnels stricts ou des logiques de résultats rapides. Les compétences des acteurs, qu'ils soient chercheurs ou praticiens, sont également déterminantes : la maîtrise des méthodes participatives, la gestion des conflits, la capacité à créer un climat de confiance sont indispensables.

Par ailleurs, la posture des acteurs engagés doit éviter les risques d'instrumentalisation de la participation à des fins communicationnelles, au détriment des véritables besoins de création de valeur sociale.

2.2. Benchmarks basés sur des initiatives autour de la recherche-action

La recherche-action entre chercheurs et structures de l'ESS à l'international

En France

Le Labo de l'ESS est un *think tank* français qui construit, par un travail collaboratif et une méthode ascendante, des axes structurants de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires. Il a mené récemment une étude-action innovante, centrée sur la notion de *transition écologique juste*⁴ en confrontant étroitement les enjeux environnementaux aux objectifs de justice sociale.

Entre mars 2022 et mars 2023, il a recensé et étudié 25 initiatives de l'ESS, articulant systématiquement une dimension sociale et écologique, ciblant des besoins fondamentaux tels que l'alimentation, le logement, la santé ou la mobilité, notamment pour des publics précaires. Sur cette base, le Labo a défini sept besoins clés, a formulé des principes d'action et des préconisations opérationnelles dans son rapport *Réussir une transition écologique juste* (mars 2023), soutenu par le Secrétariat d'État chargé de l'Économie sociale et solidaire, la Banque des Territoires et la Fondation de France. Par la suite, avec E-graine et la Fabrique des Transitions, une étude-action territoriale (avril 2024-avril 2025) a été lancée sur cinq territoires pilotes en collaboration avec des chercheurs universitaires.

Cette action co-construite entre acteurs associatifs et chercheurs universitaires combine diagnostics partagés, voyages d'études, et groupes de travail multi-acteurs, afin d'identifier les freins, les leviers et les pistes de coopération pour amplifier les dynamiques territoriales.

⁴ <https://www.lalabo-ess.org/reussir-une-transition-ecologique-juste-rapport-d-etude>

La production de savoirs a été soutenue par une plateforme de ressources et un référentiel de pistes d'action (AVISE⁵) et à la Caisse des Dépôts⁶. Les publications issues de démarches de recherche-action restent limitées au sein de la communauté scientifique, malgré les contributions de certains chercheurs reconnus dans ce domaine, diffusées notamment sur les plateformes du labo de l'ESS⁷.

L'ensemble de ces publications ont pour vocation de produire un modèle transférable à grande échelle, en faveur d'une coopération systémique entre ESS, universitaires et acteurs publics, mettant au cœur de l'action une approche démocratique et participative centrée sur la recherche-action.

Au Brésil

À São Paulo dans les années 2000, le projet **Participatory Sustainable Waste Management (PSWM)**⁸ constitue un exemple emblématique de recherche-action participative menée avec des coopératives de *catadores*, les récupérateurs de déchets (équivalent des *barbachas* en Tunisie) et des chercheurs brésiliens et canadiens spécialisé dans l'économie circulaire et l'urbanisme.

La recherche-action s'est déployée en trois phases : d'abord une phase de mobilisation communautaire et de diagnostic participatif au sein de six coopératives de tri, suivie de la co-production de cartographies des risques professionnels et environnementaux, et enfin de la conception conjointe de stratégies de transformation des conditions de travail.

Cette approche a permis aux *catadores* de devenir des acteurs-chercheurs, valorisant leur savoir d'expérience pour identifier les risques (biologiques, chimiques, et sur la santé) et proposer des améliorations concrètes telles que l'introduction de chariots ergonomiques, la refonte des espaces de tri, et la reconnaissance formelle de leur rôle dans la gestion urbaine des déchets. Elle a renforcé la structuration des coopératives, leur insertion dans les politiques publiques et leur visibilité publique.

Pour les chercheurs, cette expérience a permis de renforcer les ancrages empiriques de leurs travaux, d'étendre les cadres de la recherche-action en contexte urbain du Sud, et de publier de nombreuses contributions scientifiques. Le projet a donné lieu à des publications académiques, à plusieurs thèses doctorales mais également à des films co-produits avec les *catadores*. Cette expérience constitue aujourd'hui un modèle transférable pour l'élaboration de politiques locales inclusives dans le domaine de la gestion des déchets.

⁵ <https://www.avise.org/actualites/le-labo-de-less-place-la-transition-ecologique-juste-au-coeur-de-son-nouveau-projet>

⁶ <https://www.caissedesdepots.fr/actualites/reussir-une-transition-ecologique-juste-une-etude-du-labo-de-less#:~:text=Le%20Labo%20de%20l%E2%80%99ESS%20vient%20de%20publier%20son,et%20soci%C3%A9t%C3%A9%20juste%20et%20durable%20une%20soci%C3%A9t%C3%A9%20juste%20et%20durable>

⁷ https://www.lalabo-ess.org/system/files/inline-files/Mutualisation_Note_introductive_Nadine_Richez-Battesti_Labo_de_l%27ESS_avec_encart_Aéma.pdf

⁸ https://www.researchgate.net/publication/299534439_Pesquisa-acao_em_educacao_ambiental_e_saude_dos_catadores_Estudo_de_caso_realizado_com_integrantes_de_cooperativas_de_coleta_seletiva_e_reciclagem_na_Regiao_Metropolitana_de_Sao_Paulo_Brasil_Action_re

La Recherche-action comme mission sociale

La recherche-action au cœur d'un centre de recherche universitaire

Créé en 1986 au Québec, le **Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES)** est un centre interuniversitaire et interdisciplinaire reconnu pour son rôle pionnier dans l'étude des transformations sociales, économiques et politiques à travers le prisme de l'innovation sociale. Fondé à l'initiative de chercheurs souhaitant articuler théorie critique et intervention sociale, CRISES réunit aujourd'hui une centaine de membres issus de plusieurs universités québécoises, notamment l'UQAM, l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Chicoutimi. Son fonctionnement repose sur une approche collaborative associant étroitement des partenaires académiques, institutionnels et communautaires, dont plusieurs acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire. Le centre s'organise autour de plusieurs axes de recherche, comme la transformation des institutions, les dynamiques territoriales ou les pratiques économiques alternatives. Véritable pivot de la recherche participative au Canada, CRISES est aussi un centre de diffusion majeur, à travers ses nombreuses publications et ses séminaires publics⁹.

La recherche-action comme mission sociale d'une structure de l'ESS

L'exemple de **LISRA (Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action)**¹⁰ constitue un exemple singulier, où la recherche-action ne se limite plus à une démarche académique ou à un pôle de développement associatif, mais devient la mission fondatrice d'une structure à part entière.

Le LISRA est association engagée dans la valorisation de démarches de recherche-action issues de l'expérimentation sociale, souvent en dehors des circuits scientifiques classiques. Son objectif est de légitimer la posture réflexive des acteurs engagés, de mutualiser les connaissances produites, et de créer des espaces de validation collective. Les postures adoptées sont de l'ordre de deux catégories : l'« *acteur-chercheur* » et le « *chercheur collectif* » valorisant l'intelligence collective.

À travers des outils comme des ateliers d'autoformation, des recherches collaboratives, ou encore des programmes territoriaux, le LISRA construit une approche transdisciplinaire, ouverte et située. Il anime une plateforme web de référence et initie des projets variés autour de l'innovation sociale. Sa méthodologie repose sur l'implication d'acteurs-chercheurs, la constitution de collectifs de recherche, et la mise en place de laboratoires sociaux : des dispositifs ancrés dans les réalités locales qui produisent des connaissances à partir d'expérimentations concrètes. En cela, le LISRA agit comme un « tiers-espace scientifique » entre monde académique et terrain, contribuant à l'innovation sociale et à la transformation des pratiques professionnelles et citoyennes.

La production de connaissances issue de ces démarches est valorisée et diffusée à travers les *Cahiers de l'action*¹¹, une collection reconnue pour son rôle dans le renforcement des pratiques professionnelles et le croisement des savoirs académiques et empiriques. Ces publications sont accessibles via des plateformes scientifiques de référence telles que Cairn.info, assurant ainsi une large visibilité et une reconnaissance institutionnelle.

⁹ <https://crises.uqam.ca/publication/publications/>

¹⁰ <https://recherche-action.fr/labo-social/>

¹¹ <https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action?lang=fr&tab=a-propos>

3. La méthodologie adoptée pour l'élaboration du rapport technique

La démarche méthodologique de la co-construction des recommandations a suivi les étapes suivantes :

- Dans un premier temps, des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de directeurs, de chefs de projet ou de responsables du pôle Capitalisation, ainsi qu'avec une coordinatrice en charge du Suivi, de l'Évaluation, de la Redevabilité et de la Capitalisation, au sein des quatre structures de l'ESS. L'objectif était de comprendre leur vision stratégique en tant que structure et leur vision de l'ESS en Tunisie. Les entretiens ont également eu pour objectif de préparer les ateliers de réflexion collective.
- Un premier atelier collectif a été organisé afin de définir les clés de compréhension du travail collectif, et de revenir sur les principaux résultats des entretiens individuels.
- Dans un second temps, une enquête a été conduite auprès des structures participantes sous la forme d'un bref questionnaire afin de recueillir et de synthétiser des retours d'expériences individuels en matière de recherche-action.
- Un deuxième atelier collectif a eu pour objectif de co-construire, avec la participation du chercheur et des structures, les recommandations pour les organisations sociales et solidaires en Tunisie souhaitant s'inscrire dans une démarche de recherche-action ainsi que les universitaires qui souhaitent se positionner comme les facilitateurs d'un tel projet.
- Enfin, le rapport a été élaboré en tenant compte des différents éléments d'un cadre conceptuel expliquant la démarche et l'utilité de la recherche-action ainsi que les inputs issus des entretiens, du travail de synthèse introspectif quant aux démarches de recherche-action par les structures de l'ESS ainsi que les deux ateliers de travail collectif.

4. Recommandations pour la mise en œuvre d'une démarche de recherche-action (RA) entre chercheurs et structures de l'ESS en Tunisie

Les recommandations suivantes ont été élaborées au cours du deuxième atelier collectif réunissant les structures de l'ESS et le chercheur. La réflexion collective a permis de dégager **huit points de vigilance** pour la mise en place et la mise en œuvre d'une démarche de recherche-action. Ces recommandations sont principalement destinées aux structures de l'ESS en Tunisie et aux chercheurs qui souhaitent mettre en place ou entamer un projet de RA. Ces recommandations sont, par rebond, destinées également aux décideurs publics.

4.1. Ancrer la recherche-action dans le temps

Recommandation 1 :

Clarifier l'intention stratégique pour la durabilité et l'efficacité de la RA

L'**intention stratégique** est essentielle pour ancrer la recherche-action dans une dynamique transformative. Les chercheurs et les structures de l'ESS doivent clarifier leurs objectifs (impact social, renforcement des capacités, durabilité) et structurer leur démarche (méthodologie participative, évaluation continue, adaptation aux réalités terrain). Une **vision partagée** et une **feuille de route** rigoureuse garantissent à la fois la pertinence des résultats et la pérennité des changements engagés. L'intention du fondateur ou du responsable de la structure ainsi que celle du chercheur, définira la nature et la durabilité de la dynamique collective. Elle est étroitement liée leurs valeurs et à leurs objectifs. Ainsi, **faire coïncider les valeurs** des structures et des acteurs est une condition préalable majeure.

En **identifiant en amont l'ensemble des parties prenantes** et en formalisant leurs attentes, l'organisation se donne les moyens de transformer la RA en véritable levier d'amélioration continue, plutôt qu'en exercice supplémentaire. Des ressources dédiées peuvent également nourrir la démarche en amont. Ce diagnostic initial est primordial : il permet d'ancrer durablement **la culture de la recherche-action** tout en produisant des connaissances immédiatement utiles aux acteurs de terrain.

Il convient également de **réfléchir à la légitimation du projet**. Pour cela, deux approches sont possibles : **une légitimation par le terrain**, qui s'ancre dans un territoire et fait émerger des problématiques sociales concrètes, ou **une légitimation par les données**, s'appuyant sur des mesures statistiques à plus grande échelle par des statistiques fiables. Le policy brief présenté par Steve Lewis¹² met en avant la nécessité d'une information statistique construite sur des données administratives. Pour cela, la mise en place d'un écosystème entre les fédérations et les chercheurs est nécessaire pour compléter la statistique publique.

Des publications scientifiques sur le contexte tunisien à propos des alternatives de la transformation durable sont nécessaires pour orienter chercheurs et praticiens.

¹² Steve Lewis, (avril 2025), Le suivi statistique de l'ESS comme outil de structuration et de développement de l'ESS, Policy Brief, Savoirs Eco, Expertise France Tunisie.

Recommandation 2 :

Formaliser les engagements pour une collaboration pérenne

Pour garantir la réussite d'un projet de recherche-action, il est essentiel de **formaliser les engagements** entre toutes les parties prenantes dès le départ. Cela passe par l'élaboration d'un **cadre contractuel clair** (convention-cadre, accord de partenariat) qui précise les rôles de chacun, les livrables attendus, les temporalités et les modalités de suivi. Un document écrit permet d'éviter les malentendus et sécurise la collaboration.

Parallèlement, il est important **d'anticiper les risques** : budgétiser l'ensemble des ressources nécessaires (temps humain, coûts opérationnels) et prévoir des clauses de révision ou de sortie en cas d'imprévus. Cette double approche – contractualisation rigoureuse et gestion proactive des aléas – crée les conditions d'un partenariat équilibré et durable, où chacun peut s'engager en connaissance de cause.

Enfin, la RA doit s'inscrire **dans une logique collective et participative**, en favorisant la co-responsabilisation et à s'engageant à maintenir une dynamique collective.

Recommandation 3 :

Préciser les fondements de la RA

La recherche-action est un concept spécifique, principalement utilisé dans le vocabulaire académique et scientifique. Pour une dynamique optimale, il convient de **bien définir le concept** en le distinguant des méthodologies de recherche traditionnelles, notamment par son approche participative et itérative qui associe étroitement les acteurs concernés. L'universitaire engagé dans la RA doit clarifier et cadrer la démarche dès le départ. Des références scientifiques peuvent être partagées par le chercheur ou une présentation générale est souvent nécessaire.

La question de la sémantique est centrale, notamment dans un secteur marqué par un plaidoyer fort. Il est essentiel de clarifier le choix des mots et des expressions dès le départ. L'établissement d'un langage commun est primordial : il convient de clarifier les termes techniques pour éviter tout malentendu et de créer un cadre de confiance entre toutes les parties prenantes. Le sens donné aux mots est parfois le même, mais exprimé, volontairement ou involontairement, différemment selon les structures ou les personnes. Le jargon et les termes centraux utilisés doivent être compris et acceptés explicitement par les deux parties (structures et universitaires).

4.2. Mettre en œuvre la recherche-action

Recommandation 4 :

Mettre en place une organisation interne basée sur une expérience significative

Pour qu'une démarche de recherche-action porte ses fruits, les organisations doivent consolider leurs fondations avant de se lancer. Cela commence par s'assurer d'une expérience terrain solide (la RA ne s'improvise pas et nécessite une connaissance profonde des réalités du quotidien). Une certaine forme de **maturité organisationnelle** de la structure est nécessaire pour entamer et tenir une démarche de RA. Il en est de même pour le chercheur qui doit maîtriser les concepts théoriques et méthodologiques liés à la résolution de la problématique traitée et à sa transformation sociale.

Une fois ce prérequis vérifié, il convient de repenser le **modèle organisationnel optimal** qui permettra de libérer les ressources et réajuster la planification stratégique Et d'assurer des liens entre les départements de RA et les opérations afin que les résultats de l'un bénéficient à l'autre.

La clé réside dans l'**élaboration d'outils de pilotage** et de **plan d'action renouvelable** : un plan d'action social annuel, vivant et régulièrement actualisé, qui serve de boussole tout en restant aligné avec les valeurs fondamentales de l'ESS ; **un plan opérationnel clair**, diffusé largement, qui précise les étapes, les responsabilités de chacun et les ressources mobilisables.

La question de la mobilisation du temps consacré au projet de RA est au cœur des défis. Une attention particulière doit être portée à cette mobilisation des ressources à la fois humaines, financières et temporelles, en anticipant les besoins sur la durée complète du projet et au-delà. La transformation des pratiques sociale à travers une démarche de RA prend du temps, et la construction des connaissances se fait dans la durée. C'est à travers une gestion des ressources humaines proactive que les collaborateurs pourront s'engager pleinement dans la recherche-action : en instaurant, par exemple, des méthodes de priorisation (comme la matrice d'Eisenhower pour la gestion du temps et des tâches) et une **interaction en continu** (telle que des réunions mensuelles pour ajuster les charges de travail). Ainsi, les acteurs créent les conditions d'un engagement durable. L'importance de la recherche-action est directement proportionnelle à **son ancrage dans l'organisation** : plus elle est inscrite dans ses processus, sa stratégie ou sa culture, plus son impact est significatif. Par ailleurs, des compétences en matière de recherche (collecte, analyse de données et rédaction) peuvent être acquises en interne ou selon en les externalisant.

La création d'un **pôle de capitalisation et de suivi** est fondamentale pour les structures de l'ESS. Il s'agit également de faire vivre ce pôle en étant en mesure de relater les expériences, mais également d'intégrer les meilleures pratiques de gestion issues des succès mais aussi des échecs de la structure.

Recommandation 5 :

Faire émerger des partenariats durables entre communautés scientifiques et réseaux de praticiens

Pour enrichir les démarches de recherche-action dans l'ESS, il est essentiel de créer des ponts solides avec le monde académique. Une première étape consiste à identifier et mobiliser les compétences universitaires existantes en réalisant un travail de cartographie des enseignants-chercheurs spécialisés en RA et dans le domaine de l'ESS. Cette mise en réseau doit s'accompagner d'un effort de sensibilisation mutuelle : d'un côté, encourager les chercheurs à sortir de leur cadre théorique pour s'immerger dans la réalité des acteurs de terrain (associations, coopératives, entreprises sociales, entrepreneurs sociaux) ; de l'autre, familiariser les praticiens avec les exigences et les apports de la recherche scientifique.

La mise en place d'espaces de dialogue réguliers comme des séminaires croisés, des ateliers collaboratifs ou des interventions réciproques dans des conférences permettront de renforcer le lien entre ces deux communautés. Ces échanges, s'ils sont pensés dans la durée, peuvent déboucher sur des comités de suivi mixtes associant chercheurs et praticiens, garantissant ainsi que les travaux produits soient à la fois scientifiquement rigoureux et opérationnellement pertinents pour le terrain.

Sur le plan structurel, **la création d'un *think tank* pluri-acteurs**, associant la structure, son réseau et des universitaires, et piloté par la structure elle-même, permettrait de consolider efficacement les actions menées. Parallèlement, la mise en place d'une **chaire universitaire**, portée par une institution académique, constituerait également un levier de soutien pertinent.

Les thèses de doctorat (idéalement les thèses professionnelles) restent l'une des meilleures configurations de collaboration entre chercheurs et praticiens. **Les Masters de recherche spécialisés ainsi que les Masters professionnels dans le domaine de l'ESS ou de la gestion des organisations sociales** permettent également des espaces de dialogue, de recherche et de développement des compétences favorables à l'initiation et au développement de la recherche-action.

Recommandation 6 :

Privilégier une collecte des données en co-construction avec les acteurs des territoires

Pour garantir la pertinence et l'impact des démarches de recherche-action en ESS, il est impératif **d'impliquer activement les acteurs locaux (bénéficiaires, ayants-droits)** dans une logique de co-construction.

Cela suppose de **reconnaître les bénéficiaires** comme de véritables co-producteurs de savoir, dotés d'une expertise territoriale indispensable. La structure de l'ESS doit avoir une certaine forme de **reconnaissance locale** afin de faciliter l'accès au terrain.

Les chercheurs doivent adopter une posture à la fois rigoureuse et flexible, combinant méthodes scientifiques et **écoute des réalités de terrain**, tout en évitant les stéréotypes.

La clé réside dans la définition claire des rôles dès l'amorce du projet, précisant les engagements réciproques entre universités et structures locales. Concrètement, cette collaboration peut prendre vie à travers des **formats hybrides innovants** : ateliers participatifs associant chercheurs et praticiens, cours communs croisant théorie et retours d'expérience, ou restitutions créatives accessibles à tous. Ces dispositifs, expérimentés et **ajustés en continu**, permettent d'ancrer solidement la recherche-action dans les spécificités du territoire tout en produisant des connaissances à la fois scientifiques et opérationnelles.

Recommandation 7 :

Évaluer, Mesurer et valoriser l'ESS pour asseoir sa légitimité

Pour consolider la crédibilité des initiatives en économie sociale et solidaire, il est essentiel de développer **une culture de de la RA et de l'évaluation rigoureuse combinant des approches quantitatives et qualitatives**. Cela passe par la création d'indicateurs statistiques adaptés permettant d'objectiver les résultats tout en respectant la spécificité des valeurs de l'ESS. Ces mesures pourront donner une connaissance fine et une meilleure **visibilité** des actions entreprises par les différents acteurs de l'ESS, et de donner **une légitimité au secteur**.

La **production de *policy briefs*** synthétiques et de cartographies d'impact offre des outils concrets pour communiquer efficacement auprès des décideurs et financeurs.

Parallèlement, il convient d'améliorer en continu les **méthodologies d'évaluation existantes**, en les testant sur le terrain et en les ajustant aux réalités locales. Cette double démarche – production de données solides et amélioration des outils – permet de renforcer durablement **la légitimité institutionnelle** des structures ESS tout en garantissant la transparence de leur action.

L'enjeu est de taille : démontrer par des preuves tangibles et des expérimentations réussies ou significatives que l'ESS constitue un modèle économique viable et porteur de transformation sociale.

4.3. Valoriser la recherche-action

Recommandation 8 :

Structurer et diffuser la recherche-action à l'échelle nationale et internationale

Pour donner à la recherche-action la visibilité qu'elle mérite dans le champ de l'ESS, il apparaît essentiel de mettre en place des dispositifs pérennes de valorisation en Tunisie et à l'international. L'organisation régulière **d'un colloque national dédié** permettrait non seulement de faire connaître les initiatives existantes, mais aussi de créer un espace d'échange entre chercheurs, praticiens et décideurs politiques autour des enjeux méthodologiques et des résultats concrets de la RA. A l'international, le projet Savoirs Ecos a été mis en avant au Forum mondial de l'ESS à Bordeaux où cette présente initiative a également été présentée.

La plateforme EcoTous initiée par le projet Savoirs-écos et mis en place par l'Institut Arabe des Droits de l'Homme (IADH) met à disposition les chercheurs et les praticiens **un outil numérique dédié à la diffusion des savoirs économiques**.

Au niveau académique, **le lancement d'une revue scientifique nationale ou régionale spécialisée en sciences de gestion ou en sciences économiques** offrirait un cadre institutionnel pour publier et diffuser les travaux scientifiques aussi bien ceux issus de ces démarches participatives, que des sujets traitant l'ESS dans son ensemble. Il peut s'agir d'une revue spécialisée dans la RA ou sur les organisations sociales ou une revue plus généraliste traitant de sujets d'actualité en matière d'économie et de gestion. Ces deux leviers (événementiel et éditorial) contribueraient à institutionnaliser la RA comme méthode de production de acteurs de terrain. Une telle stratégie de valorisation à large échelle permettrait de connaissances tout en renforçant les liens entre monde académique et démontrer l'apport spécifique de la RA à la compréhension et au développement de l'ESS, tout en incitant davantage de chercheurs et de praticiens à s'engager dans cette voie.

Conclusion

L'élaboration de ce rapport technique met en avant la recherche-action comme un levier d'innovation sociale, car elle opère à plusieurs niveaux : organisationnel, institutionnel et sociétal. Elle ne se limite pas à un dialogue entre chercheurs et structures de l'ESS, mais engage aussi les décideurs publics et les citoyens dans une dynamique collective de transformation. En clarifiant les intentions stratégiques, en légitimant les projets par des données solides et en formalisant des engagements partagés, la recherche-action devient un levier de création de valeur sociale et de gouvernance participative. Ainsi, en mobilisant les savoirs académiques et pratiques dans une dynamique collective, elle constitue un levier de transformation sociale intéressant car elle dépasse la diversité des organisations et crée un langage commun ainsi que des outils adaptés aux contextes locaux.

À travers la co-construction de recommandations, elle favorise une appropriation commune des résultats et ancre durablement une culture de l'amélioration continue. En ce sens, elle renforce non seulement l'intérêt de l'ESS, mais elle contribue également à façonner des modèles innovants de développement.

Glossaire

Ancrage territorial

Intégration des spécificités locales (acteurs, ressources, cultures) dans la conception des projets.

Capitalisation

Processus de formalisation et de transmission des apprentissages issus d'une expérience, pour en pérenniser les effets.

Chercheur

Universitaire menant une investigation scientifique, dont le rôle en RA inclut l'animation de la réflexion collective et la formalisation des savoirs produits.

Co-construction

Processus collaboratif où chercheurs, praticiens et bénéficiaires élaborent ensemble les objectifs, méthodes et interprétations d'un projet.

Économie Sociale et Solidaire (ESS)

Ensemble des structures (associations, coopératives, mutuelles, etc.) qui concilient activité économique et utilité sociale, selon des principes de démocratie, d'équité et de solidarité.

Empowerment

Processus d'autonomisation des individus ou groupes par le renforcement de leurs capacités d'action et de décision.

Impact

Effets tangibles (sociaux, économiques, environnementaux) d'une action ou d'une recherche, mesurables à court, moyen ou long terme.

Innovation sociale

Solution nouvelle (produit, méthode, dispositif) répondant à un besoin social, souvent portée par l'ESS.

Jargon

Terminologie technique ou spécifique à un domaine, pouvant créer des barrières de compréhension entre chercheurs, praticiens et bénéficiaires.

Légitimité

Reconnaissance de la pertinence et de la crédibilité d'un projet ou d'un acteur, fondée sur son ancrage territorial, son expertise ou sa représentativité.

Partie prenante

Organisations ou individus concernés par un projet (bénéficiaires, financeurs, institutions, etc.), dont l'implication dépend de son influence et de son pouvoir sur un projet donné.

Planification stratégique

Méthode organisée pour définir les objectifs d'une structure ou d'un projet, ainsi que les moyens (humains, financiers) pour les atteindre.

Pragmatisme

Approche centrée sur l'adaptation aux réalités de terrain, privilégiant l'action concrète et les solutions pratiques.

Praticien

Acteur de terrain (membre d'une structure ESS, travailleur social, etc.) qui participe à la RA en partageant son expertise d'usage.

Recherche-Action (RA)

Méthodologie de recherche participative qui associe les acteurs concernés à la production de connaissances, dans un objectif à la fois scientifique et de transformation sociale.

Savoirs expérientiels

Connaissances issues de l'expérience vécue (par les bénéficiaires ou praticiens), distinctes des savoirs académiques.

Remerciements

Nous tenions à remercier les quatre structures de l'ESS en Tunisie
qui ont participé aux ateliers collectifs et aux entretiens
ayant permis de coconstruire les recommandations de ce guide.

Pour Shanti :

Mehdi Baccouche
Oumeïma Hammamiles

Pour Solidarité Laïque Tunisie :

Sirine Khedher,
Muriel Lion
Sonia Bassi

Pour l'APES :

Maher Omrani
Khalil Mbarki

Pour le Lab'ess :

Rachid Abidi
Sonia Zaiem

Structures de l'ESS, équipe Savoirs éco ou universitaire, cette mission a révélé
des personnes engagées. Tous partagent la volonté de mettre leurs actions et leurs savoirs
au service d'un impact social durable, en contribuant à un meilleur vivre-ensemble
et à une transition durable plus juste, inclusive et porteuse de sens

5. Annexes

Les exemples suivants illustrent les démarches en matière de recherche-action des quatre structures de l'ESS en Tunisie ayant participé aux ateliers de réflexion collective.

Encadré 1 : Présentation de la structure et de la démarche de recherche-action au sein de Shanti
Présentation de la structure SHANTI est une association tunisienne ayant pour mission de construire de manière collective et concertée des solutions innovantes et créatives aux problèmes sociaux, économiques, culturels et environnementaux d'aujourd'hui. SHANTI met en œuvre ces solutions à travers des projets et de services, participant à la construction d'une société solidaire et inclusive basée sur l'égalité des chances et l'accès aux droits.
La recherche-action institutionnalisée au sein de la structure La RA s'inscrit dans le cadre du pôle de Recherche, Développement et Capitalisation de Shanti où de nombreuses références sont disponibles pour le renforcement des compétences de la structure, mais également mis à disposition pour son réseau de partenaires. Cette démarche est au cœur de sa stratégie au regard des nombreuses conventions de partenariat signées avec des universités tunisiennes de différentes spécialités.

Encadré 2 : Présentation de la structure et de la démarche de recherche-action au sein de Solidarité Laïque Tunisie Shanti
Présentation de la structure Solidarité Laïque Tunisie est une association tunisienne fondée en 2013, coordonnant un collectif pluri acteurs de 85 entités, incluant des associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics. Son objectif est de réduire les inégalités et les discriminations, de promouvoir l'accès aux droits dans les domaines de l'éducation et de l'économie sociale et solidaire, et de lutter contre l'exclusion des jeunes de la citoyenneté.
Un <i>think tank</i> dédié à la recherche-action Le <i>think-tank</i> associatif consacré au développement de l'ESS en Tunisie est un collectif accompagné par Solidarité Laïque Tunisie (SLT) issu de la dynamique collective et pluri acteurs du programme 'Soyons Actifs.ves'. Dans ce cadre et durant 12 années, il a produit de nombreuses études et s'est mobilisé sur des démarches de recherche-action. Sa stratégie de recherche-action est liée à la stratégie d'influence de SLT sur les politiques publiques en faveur de la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en Tunisie. Elle s'appuie sur un travail de coopération entre organisations de la société civile tunisiennes et françaises et sur une approche pluri acteur basée sur l'expérimentation et la coopération entre les territoires.

Ses principaux axes de recherche en économie sont les suivants :

- Les modèles économiques des organisations de l'ESS, en lien avec leur capacité à développer un emploi de qualité et pérenne. La formation et la diffusion de la culture coopérative ;
- La commercialisation équitable des productions des coopératives tunisiennes. L'innovation juridique et sociale dans la démarche d'entrepreneuriat collectif et coopératif.
- La transformation coopérative des entreprises reprises par leurs salarié.e.s.
- La valorisation de l'ESS en Tunisie.

Encadré 3 :

Présentation de la structure et de la démarche de recherche-action au sein de l'APES

Présentation de la structure

Créée en 2017, l'Association patrimoine pour l'Économie Solidaire (APES) est une structure engagée dans la co-construction d'une société plus égalitaire et inclusive. Elle repose sur deux structures : l'association l'APES et l'entreprise sociale Ftartchi. Son modèle économique est hybride afin de répondre aux exigences en termes de droit tunisien, mais elle constitue tout de même une synthèse équilibrée entre sa mission sociale et sa performance économique. Sa stratégie est centrée sur l'insertion professionnelle, ce qui lui permet de cadrer ses objectifs et son déploiement opérationnel de manière plus ciblée. Son expérience avec le monde universitaire reste peu développée, mais son projet de recherche économique accompagné par le projet Savoirs éco constitue une première étape.

Démarche de recherche-action

La création d'un pôle de recherche combinant méthodologie qualitative et quantitative.

Encadré 4 :

Présentation de la structure Lab'ess et démarche de recherche-action

Présentation de la structure

Le Lab'ess Tunisie (Laboratoire de l'Économie Sociale et Solidaire) est un incubateur dédié au soutien et à la promotion de l'entrepreneuriat social et solidaire en Tunisie. Il accompagne les porteurs de projets à fort impact social à travers des programmes de renforcement de capacités, d'incubation et de financement. Le Lab'ess œuvre également à sensibiliser les citoyens, à structurer le secteur et à créer des passerelles entre les acteurs associatifs, et économiques. Cette structure fait face à des contraintes entre sa croissance organisationnelle d'une part et un environnement légal peu favorable, d'une part, et sa volonté d'un ancrage local cadré par des logiques internationales fortes en raison de son appartenance au groupe SOS et PULSE. Il se présente comme un « acteur intermédiaire » de l'écosystème de l'ESS en Tunisie, selon son Directeur.

Démarche de recherche-action

Création d'un centre de ressources.

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable.

Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Avec un catalogue de plus de 1 000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr.

Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Réalisation Ferrari

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 1^{er} trimestre 2026

ISSN 2492-2838

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications de la collection

Rapports techniques :

<https://www.afd.fr/fr/collection/rapports-techniques>